

Commission: Économie et Finances

Problématique: "Vers un protectionnisme Européen ? Faut-il protéger le marché Européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19?"

Auteur: Estonie et Lettonie

L'Estonie et la Lettonie sont des Républiques parlementaires ayant comme chef d'état pour l'Estonie le Président Kersti Kaljulaid et pour la Lettonie Egils Levits. Ces deux pays agissent comme acteurs secondaires dans L'Union Européenne car ils ne sont ni des puissances économiques ni démographiques. Ces deux pays ne sont pas membres fondateurs de l'Union Européenne, mais ils ont un rôle important car ils font parti des Pays Baltes (Estonie Lettonie et Lituanie), premiers pays ayant reconquis son indépendance face à L'Union Soviétique et premiers d'entre eux à avoir, à marche forcée, mené des réformes économiques et politiques suffisamment audacieuses pour adhérer coup sur coup, le 29 mars 2004 à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), et le 1^{er} mai de la même année à l'Union européenne (UE).

Depuis quelques années, le système de libre échange sur lequel repose l'équilibre commercial mondial est remis en cause avec la montée du protectionnisme sur le marché de grandes puissances économiques telles que la Chine ou les Etats-Unis. Tandis que le libre échange prône la liberté de circulation de tous les biens et services entre les nations, le protectionnisme lui, désigne l'intervention de l'État, dans le but de protéger son économie interne de la concurrence d'autres États. Avec la pandémie liée au Covid-19, les fragilités de l'hyper mondialisation ont été mises un peu plus en lumière. Les difficultés rencontrées pour s'approvisionner en masque et en équipement médical par exemple, ont démontré aux pays de l'union européenne leur dépendance aux exportations de la Chine devenue grâce à son protectionnisme d'après les estimations de la Banque Mondiale, le premier pays au monde pour le PIB à parité de pouvoir d'achat (PPA), passant ainsi devant les États-Unis. La vulnérabilité des chaînes mondiales d'approvisionnement et les tensions commerciales freinent donc l'essor du libre-échange, ce qui amène les différents pays de l'UE à devoir réfléchir à un moyen de retrouver leur puissance et leur indépendance économique. Faut-il pour cela se diriger vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ? Par conséquent, la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et les tensions commerciales entravent le développement du libre-échange, ce qui signifie que tous les pays de l'UE doivent envisager un moyen de restaurer leur pouvoir et leur indépendance économique. Doit-on adopter le protectionnisme européen pour cela? Doit-on protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19?

Pour l'Estonie et la Lettonie , il est de la plus haute importance que tous les États membres de l'UE établissent avec succès des relations de coopération pour défendre les intérêts européens dans un monde en mutation. En effet, par exemple, étant donné le rôle extrêmement important de la Chine sur le marché mondial, ils encouragent les États membres à défendre leur sécurité et leur souveraineté économique en 2020. Pour cette raison, la voie du protectionnisme européen leur semble intéressante. Parce que cela permettra à l'UE de retrouver sa puissance économique. Ces deux pays considèrent le protectionnisme commercial européen comme un moyen de renforcer la force économique de divers pays. D'une autre part, ces deux pays sont déçus par l'actualité de cette union. Fin mars, la présidente estonienne Kersti Kaljulaid a estimé que l'UE ne remplissait pas ses fonctions premières, notamment celle d'assurer le fonctionnement du marché unique, trois des quatre libertés se heurtant alors à de sérieux problèmes. Certes, l'Estonie serait reconnaissante de l'aide que l'UE lui apporterait quand elle serait en mesure de le faire ; pourtant, ce n'était

pas là qu'on l'attendait, selon la Présidente, mais bien plutôt sur la mise en œuvre des projets sur lesquels les 27 États membres s'étaient accordés. La fermeture brutale des frontières, provoquant difficultés d'approvisionnement et problèmes de rapatriement de populations, a été mal vécue dans ces pays qui ne s'attendaient visiblement pas à devoir négocier des arrangements et des dérogations de manière bilatérale.

La montée immédiate d'un protectionnisme européen est un signal qui inquiète ces deux pays et la fermeture des frontières intra-européennes sont un symbole suffisamment puissant pour ces pays : « L'Union européenne n'est pas une chose en soi, mais une union de nos États-nations », a rappelé K. Kaljulaid.